

Journée Mondiale de l'Eau – 22 mars 2017

2017-2022 : UN QUINQUENNAT POUR L'EAU ?

COMMUNIQUE (14 mars 2017) - Alors que 1,8 milliard de personnes n'ont pas accès à une eau saine et que 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires dans le monde, l'eau et la solidarité internationale restent pour l'instant les grandes absentes des débats autour de l'élection présidentielle. Pour la Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars 2017, la Coalition Eau, collectif de 30 ONG françaises du secteur de l'eau et l'assainissement, rappelle que l'eau est au cœur des défis du développement socio-économique, de la réduction des inégalités et du changement climatique, tant en France qu'à l'international.

En France, près d'un million de ménages paient encore leur eau à un tarif inabordable (quand la facture dépasse 3 % des revenus effectifs du ménage, selon les normes communément admises). Ménages en difficulté économique, personnes sans domicile fixe, gens du voyage, demandeurs du droit d'asile ou réfugiés, des centaines de milliers de personnes sont également privées d'un accès matériel à l'eau et à l'assainissement.

Au niveau mondial, le manque d'accès à une eau potable et à l'assainissement a des conséquences lourdes sur la santé, l'accès à l'éducation, l'égalité des genres, l'économie et l'environnement. En outre, les ressources en eau sont fortement impactées par le dérèglement climatique : 40% de la population mondiale sera confrontée à des pénuries d'eau d'ici 2050.

Sept ans après la reconnaissance du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement par les Nations Unies, les défis restent immenses. Garantir l'accès universel à l'eau et la gestion efficace des ressources en eau est un enjeu majeur pour la réussite de l'Accord de Paris sur le Climat et celle des Objectifs de Développement Durable fixés par les Nations Unies pour assurer une vie digne à tous les habitants de la planète d'ici à 2030.

La France, qui fût par le passé un pays champion en matière de solidarité internationale pour l'eau, doit faire preuve d'une volonté politique forte et contribuer plus efficacement à ce combat. Les citoyens français ont particulièrement à cœur cet enjeu : un sondage IFOP pour l'Agence Française de Développement (2015) révèle que 98% des Français font de l'eau potable et de l'assainissement une priorité de l'Aide Publique au Développement.

Pour répondre à ces défis majeurs, la Coalition Eau adresse 5 propositions aux candidats à l'élection présidentielle : faire du droit humain à l'eau et à l'assainissement une réalité pour tous, rehausser l'ambition de la politique de développement dans ce domaine, faire de l'adaptation au changement climatique une priorité de la politique extérieure, prévenir et répondre aux crises humanitaires et, enfin, renforcer la gouvernance pour le secteur de l'eau.

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'eau, les associations membres de la Coalition Eau appellent les candidats à l'élection présidentielle à intégrer la question de l'eau, en France et à l'international, dans leurs engagements politiques, pour en faire une véritable priorité de leur action publique durant le prochain quinquennat. La France, 5^{ème} puissance économique mondiale, doit relever le défi de l'eau et l'assainissement pour tous !

FOCUS SUR...

- ➔ Eau et assainissement : quels enjeux en France et dans le monde ? (p.2-3)
- ➔ L'eau en chiffres (p.3)
- ➔ Les [propositions de la Coalition Eau](#) pour les candidats à l'élection présidentielle (p.4)
- ➔ Le lien vers l'analyse des [engagements des candidats](#) (p.4)
- ➔ La Coalition Eau se mobilise pour la Journée Mondiale de l'Eau ! (p.4)

Contact : Sandra Metayer, Coordinatrice : sandra.metayer@coalition-eau.org / 01 41 58 52 77 / 06 64 82 20 12

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises mobilisées pour promouvoir un accès à l'eau et à l'assainissement pérenne pour tous. www.coalition-eau.org

ONG membres : ACAD · Action contre la Faim · ADEDE · BlueEnergy · Coopération Atlantique Guinée 44 · CORAIL · CRID · 4D · East · Eau et Vie · Eau Sans Frontières International · Eau Vive · GRDR · Green Cross International · Gret · Hydraulique Sans Frontières · IDO · InterSolidar · Ingénieurs Sans Frontières · Initiative Développement · Kynarou · Morija · Réseau Foi et Justice Afrique Europe · Secours Catholique · Caritas France · Secours Islamique France · Solidarité Eau Europe · Solidarités International · Toilettes du Monde · WECF

Eau et assainissement : Quels enjeux pour les années à venir ?

Alors que l'Assemblée Générale des Nations Unies a reconnu l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain en juillet 2010 et qu'un Objectif du Développement Durable est consacré à l'Eau et à l'Assainissement depuis 2015, des milliards de personnes sont toujours privées d'un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement à travers le monde. **Face à ce défi, il est urgent que les Etats, dont la France, se mobilisent, pour garantir un accès effectif à l'eau potable pour tous et une gestion efficace des ressources en eau.**

EN FRANCE

➤ Faire du droit humain à l'eau une réalité pour tous

En France, la problématique de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous reste réelle. Plus d'un million de ménages ont du mal à payer leurs factures d'eau (un consensus existe pour considérer que le prix de l'eau est inabordable lorsque cette facture dépasse 3 % des revenus effectifs du ménage). Plusieurs milliers de personnes sont privées d'un accès direct et matériel à l'eau et à l'assainissement (personnes en habitats précaires, SDF, migrants) ; que ce soit en métropole ou dans les départements et régions d'Outre-Mer.

A l'initiative de plusieurs organisations de la société civile, dont la Coalition Eau, le Parlement a examiné récemment une proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit de l'Homme à l'eau et à l'assainissement. Outre le fait d'inscrire ce droit humain en droit interne, cette proposition de loi visait la mise à disposition gratuite d'équipements de distribution d'eau et d'assainissement pour les personnes démunies et la création d'une aide préventive pour aider près d'un million de ménages à faibles ressources à s'acquitter de leurs factures d'eau.

Votée en première lecture à l'Assemblée Nationale en juin 2016, la proposition de loi a été vidée de son contenu au Sénat en février 2017. Il revient au futur Président de la République de remettre ce sujet prioritaire à l'ordre du jour de l'agenda politique. A l'image de la Slovénie, du Burkina Faso ou de l'Afrique du Sud, qui ont intégré dans leur législation le droit à l'accès à l'eau pour tous, la France doit se conformer à ses engagements internationaux et répondre à l'urgence sociale de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Pour aller plus loin :

Communiqué de Presse de la Coalition Eau « [Droit à l'eau et à l'assainissement : la droite sénatoriale enterre la proposition de loi](#) » (23 février 2017).

DANS LE MONDE

➤ Assurer un accès universel à l'eau et l'assainissement géré de façon durable

1,8 milliard de personnes consomment quotidiennement une eau malsaine et 2,4 milliards sont toujours privées d'installations sanitaires. L'absence d'accès à l'eau potable et à l'assainissement a des conséquences dramatiques sur d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation, l'alimentation et la nutrition, l'égalité des genres, l'économie ou l'environnement. Les maladies diarrhéiques causées par l'eau insalubre, l'assainissement inadéquat et le manque d'hygiène sont l'une des premières causes de mortalité des enfants de moins de 5 ans, selon un rapport récent de l'OMS (*Atlas sur la santé des enfants et l'environnement*, OMS, 2017).

L'enjeu est de taille pour atteindre l'Objectif du Développement Durable (ODD) 6, adopté par les Nations Unies en 2015, qui vise à garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable. Plus de 110 milliards de dollars annuels seront nécessaires d'ici à 2030 selon la Banque Mondiale. Sans l'Aide Publique au Développement, cet objectif ne sera pas atteint. **La France, bailleur historique dans ce domaine, doit faire preuve d'une volonté politique forte et contribuer plus efficacement à la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement.**

➤ S'adapter aux impacts du changement climatique dans le domaine de l'eau

L'eau est le principal vecteur par lequel les changements climatiques impacteront les populations et l'environnement (sécheresses, modifications des régimes de pluies, inondations, etc.), avec des conséquences sur l'accès à l'eau potable, l'agriculture, l'énergie... Les premiers touchés par les impacts du changement climatique sont d'abord les populations des pays en développement.

L'accès à l'eau et la bonne gestion des ressources sont essentiels pour faire face au changement climatique, car ils permettent une plus forte résilience des populations. **Il est donc indispensable d'assurer la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et de soutenir la place de l'eau dans les négociations climatiques, tout en mobilisant rapidement des financements** afin de relever le défi de l'adaptation au changement climatique, en particulier dans le domaine de l'eau, pour les populations et les pays les plus vulnérables.

➤ Prévenir et répondre aux crises liées à l'eau

90% des catastrophes naturelles sont liées à l'eau. La variabilité et l'intensité croissantes des précipitations, du fait du changement climatique, augmentent le risque d'inondations et de sécheresses dans de nombreuses zones du globe. Par ailleurs, selon le GIEC, les pertes dues aux catastrophes vont augmenter en raison d'une plus grande exposition et vulnérabilité des populations aux risques. Ces catastrophes vont conduire aux déplacements de nombre de personnes, victimes ou menacées par ces changements climatiques, venant grossir les rangs des migrants, des réfugiés et des déplacés climatiques.

C'est pourquoi il est urgent de renforcer et d'améliorer les mécanismes, dont l'aide humanitaire de la France, qui permettent la prévention, la préparation et la réponse aux crises liées à l'eau, tout en renforçant la résilience des populations vis-à-vis de ces événements.

➤ Assurer la bonne gouvernance du secteur de l'eau

En France, **il n'existe pas d'espace de dialogue structuré entre l'Etat et la société civile pour l'eau**, contrairement à d'autres secteurs qui en bénéficient (comme la sécurité alimentaire par exemple). Un tel espace est nécessaire afin de permettre l'élaboration et la mise en œuvre efficace et inclusive des politiques de développement « Eau » de la France.

A l'international, les questions liées à l'eau sont largement délaissées du système onusien. Il n'existe pas, au niveau des Nations Unies, d'espace intergouvernemental pour l'eau. Ce manque de gouvernance globale ne permet pas d'identifier les problèmes ni de prendre les mesures correctrices nécessaires à l'échelle planétaire. La France s'est engagée, aux côtés de 5 pays européens, à plaider pour la création d'un comité intergouvernemental de l'eau au niveau des Nations Unies. Elle doit continuer de se mobiliser pour soutenir la mise en place d'un comité intergouvernemental, ouvert aux contributions de la société civile.

L'EAU EN CHIFFRES

EN FRANCE :

- **Plusieurs milliers de personnes** sont privées d'un accès direct et matériel à l'eau et à l'assainissement (personnes précaires, SDF, migrants). *(22e rapport de la Fondation Abbé Pierre sur le mal-logement)*

DANS LE MONDE :

- **1,8 milliard** de personnes n'ont pas accès à une eau saine. *(Joint Monitoring Program, 2014)*
- **2,4 milliards** de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires. *(Joint Monitoring Program, 2014)*
- **1000 enfants** meurent chaque jour du fait des maladies diarrhéiques, dues à une eau insalubre et à un manque d'assainissement. *(OMS, 2015)*
- **260 milliards de dollars** de pertes économiques dues chaque année à un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement (pertes de temps et de productivité et pertes dues aux maladies et dépenses médicales). *(OMS, 2012)*
- Crises liées à l'eau : identifiées comme le **risque n°1 pour l'économie** à moyen terme sur les 10 prochaines années. *(World Economic Forum, 2015)*
- **40% de la population mondiale** sera confrontée aux pénuries d'eau d'ici 2050. *(OCDE, 2012)*

Les 5 propositions de la Coalition Eau pour les candidats à la présidentielle

<p style="text-align: center;">1</p> <p style="text-align: center;">FAIRE DU DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT UNE RÉALITÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> → En France, adopter une loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau et à l'assainissement → À l'international, renforcer la mise en œuvre effective du droit à l'eau et à l'assainissement 	<p style="text-align: center;">2</p> <p style="text-align: center;">REHAUSSER L'AMBITION DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE POUR ATTEINDRE L'ODD « EAU ET ASSAINISSEMENT »</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mettre en place des politiques de financements adaptées → Poursuivre les efforts pour améliorer l'efficacité et la transparence de l'aide
<p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center;">FAIRE DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE DOMAINE DE L'EAU UNE PRIORITÉ DE LA POLITIQUE EXTERIEURE FRANÇAISE</p> <ul style="list-style-type: none"> → Inclure l'eau comme une priorité des négociations et politiques relatives au climat → Affecter des fonds additionnels pour l'adaptation au changement climatique des plus vulnérables 	<p style="text-align: center;">4</p> <p style="text-align: center;">PREVENIR ET REPENDRE AUX CRISES HUMANITAIRES</p> <ul style="list-style-type: none"> → Traiter les crises et les situations d'urgence → Renforcer la résilience des populations
<p>Et pour aller plus loin :</p> <p>Retrouvez sur le site de la Coalition Eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nos 5 propositions en détail ➤ L'analyse des programmes des candidats en matière d'eau et de solidarité internationale 	<p style="text-align: center;">5</p> <p style="text-align: center;">FAIRE DU DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT UNE RÉALITÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mettre en place un espace de concertation pérenne pouvoirs publics/société civile pour le secteur de l'eau → Soutenir la mise en place d'un comité intergouvernemental pour l'eau au niveau des Nations Unies, inclusif et participatif

La Coalition Eau se mobilise pour la Journée Mondiale de l'Eau !

Pour sensibiliser les candidats à l'élection présidentielle :

- Rendez-vous avec les équipes de campagne
- Interpellation des candidats sur les réseaux sociaux
- Opération symbolique : envoi dans les QG de campagne d'une gourde représentant l'eau, avec les messages de la Coalition Eau.

Pour sensibiliser le grand public :

- Présentation de l'exposition « Eau et Climat : il est urgent d'agir ! » les 22 et 23 mars à Pau (Place Royale) avec l'ONG Eau Vive
- Mobilisations des ONG membres : Organisation d'un jeu de l'oie sur l'eau dans de nombreuses villes par Action Contre la Faim ; Publication du « Baromètre de l'Eau » par Solidarités International ; Organisation d'une conférence à Lyon par Hydraulique Sans Frontières...

Plus d'informations sur nos mobilisations : www.coalition-eau.org